

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Le pouvoir adjudicateur :

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Val de Seine

3-15 quai Panhard et Levassor

75013 PARIS

Audit d'optimisation de l'utilisation des locaux de l'ENSAPVS

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Numéro de marché : SAG/2025/05

Procédure de passation : Marché passé selon une procédure adaptée (R. 2123-1, 1° du Code de la Commande Publique)

SOMMAIRE

Description de l'acheteur	4
Article 1 : Documents contractuels régissant le marché	4
Article 2 : Objet et forme	4
2-2 Objet.....	4
2-3 Caractéristiques du marché public	5
Article 3 : Durée du marché et délai d'exécution	5
Article 4 : Clauses techniques particulières	5
4-1 Objet de la mission.....	5
4-2 Détail des missions	6
4-2-1 Tranche ferme - missions 1 et 2.....	6
4-2-1-1 Mission 1 : Diagnostic organisationnel et analyse de l'utilisation des locaux	6
4-2-1-2 Mission 2 : Co-construction de pistes d'évolution des usages	6
4-2-3 Tranche optionnelle - Mission 3 : Accompagnement à la mise en œuvre du SCENARIO RETENU	7
4-3 Périmètre de la mission.....	7
4-4 Gouvernance de l'étude	8
4-5 Contraintes et exigences.....	8
4-6 Propriété intellectuelle et obligations.....	8
Article 5 : Réalisation de prestations similaires	8
Article 6 : Recours à la sous-traitance.....	8
Article 6 : Prix et modalités de paiement.....	9
6-1 Prix	9
6-1-1 Monnaie et taux de TVA.....	9
6-1-2 Forme du prix	9
6-1-3 Le prix est ferme et définitif	9
7-2 Avances	9
7-3 Acomptes	9
7-4 Facturation électronique.....	10
7-5 Paiement des cotraitants.....	11
7-6 Paiement des sous-traitants.....	11
Article 8 : Obligations du titulaire.....	11
8-1 Obligations de moyens et de résultat	11
8-2 Confidentialité et protection des données à caractère personnel	12
8-3 Encadrement législatif et réglementaire	13
8-4 Obligation d'information.....	13
8-5 Obligation de conseil	14
8-6 Assurance et responsabilités	14
8-7 Clause de force majeure	15

Article 9 : Penalités	15
9-1 Pénalités de retard	16
9-2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	16
Article 10 : Résiliation.....	16
10-1 Conditions de résiliation	16
10-2 Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
10-3 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	17
Article 11 : Règlement des litiges	18
Article 12: Dérogations au CCAG-PI	18

DESCRIPTION DE L'ACHETEUR

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Val de Seine (« ENSAPVS ») est un établissement public national d'enseignement supérieur et de recherche en architecture constitué sous la forme d'un établissement public administratif. Il se compose de deux sites :

Le site principal, d'une superficie de 15000m², est un établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie de type R avec activités de type L.N.S.Y et PS. Il est situé au 3 –15 quai Panhard et Levassor 75013 Paris, et accueille 2000 étudiants, 250 enseignants et chercheurs, et 70 agents administratifs.

Le site annexe, d'une superficie de 900m², de type R de 5^{ème} catégorie est situé au 15 rue du séminaire de Conflans 94220 Charenton le Pont. Il accueille 4 étudiants doctorants dans des bureaux et un atelier par intermittence.

ARTICLE 1 : DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE

Le marché est régi par les documents ci-après. En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

1. L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
 - Annexe n°2 : Calendrier prévisionnel d'exécution proposé par le candidat validé par l'ENSAPV
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Plans de l'ENSAPVS
 - Annexe n°2 : Rapport HCERES 2023-2024
 - Annexe n°3 : Protection des données
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux prestations intellectuelles (CCAG-PI, arrêté du 30 mars 2021)
4. L'offre technique du titulaire (cadre de mémoire technique)
5. Les actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, et leurs éventuels avenants.

Le CCAG-PI, bien que non joint, est réputé connu du titulaire. Il peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire est réputée non écrite pour l'exécution du présent marché et n'est pas opposable.

ARTICLE 2 : OBJET ET FORME

2-2 OBJET

Le présent marché a pour objet l'exécution d'un audit d'optimisation des locaux de l'ENSA Paris-Val de Seine, conformément aux missions détaillées à l'article 4 du présent CCP.

Code CPV :	79212000-3 : Services d'Audit 71240000-2 : Services d'architecture, d'ingénierie et de planification
Lieu d'exécution	Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris Val de Seine

2-3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC

Le présent contrat est un marché public à tranches mono-attributaire et à prix global et forfaitaire. La tranche ferme comprend les missions 1 et 2 détaillées à l'article 4 du présent CCP. La tranche optionnelle est constituée de la mission 3 également détaillée à ce même article. Le montant global du marché, tranche optionnelle comprise, est estimé à 30 000 € HT.

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de deux (2) ans.

Le présent marché est reconductible une fois (1) an par reconduction expresse.

En cas de reconduction, l'ENSAPVS notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 1 mois (par voie postale ou voie électronique permettant accusé de réception).

ARTICLE 4 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

4-1 OBJET DE LA MISSION

L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Val de Seine (ENSAPVS) souhaite engager une mission d'audit organisationnel et d'optimisation de ses locaux, dans un contexte de contrainte budgétaire, de formalisation d'un nouveau projet d'établissement, et de recherche d'efficience dans l'usage de son patrimoine immobilier.

La prestation est structurée en trois volets complémentaires décomposés en une tranche ferme et une tranche optionnelle :

TRANCHE FERME

- **Mission 1 : Diagnostic organisationnel et analyse de l'utilisation des locaux**
- **Mission 2 : Co-construction de pistes d'évolution des usages**

TRANCHE OPTIONNELLE

- **Mission 3 (Tranche optionnelle) : Accompagnement à la mise en œuvre du scénario retenu**

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la **délivrance d'un ordre de service** notifié par l'ENSAPVS au titulaire.

Le cas échéant, la décision de non-affermissement de la tranche optionnelle par l'ENSAPVS est notifiée par courrier électronique avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'accuser réception.

Aucune indemnité de dédit ne sera due au titulaire en cas de non-affermissement de la tranche optionnelle.

4-2-1 TRANCHE FERME - MISSIONS 1 ET 2

4-2-1-1 MISSION 1 : DIAGNOSTIC ORGANISATIONNEL ET ANALYSE DE L'UTILISATION DES LOCAUX

Objectifs :

- Identifier les usages réels des espaces (ateliers, salles de cours, bureaux y compris des chercheurs, bureau des doctorants, laboratoires, salles d'exposition, espaces d'expérimentation, atelier maquette, lieux de stockage, etc.).
- Mesurer les taux d'occupation à la semaine, au semestre et à l'année universitaire.
- Identifier les dysfonctionnements, les redondances, les sous-utilisations ou les espaces à développer

Méthodologie attendue :

- Analyse documentaire : plans, plannings d'occupation, règlements d'usage.
- Observation in situ.
- Entretiens semi-directifs avec des groupes d'utilisateurs comprenant des enseignants, des étudiants et des agents administratifs, techniques et scientifiques.
- Questionnaire en ligne pour l'ensemble des utilisateurs

Livrables attendus :

- Rapport d'analyse des usages.
- Cartographie des flux et occupations.
- Synthèse des besoins exprimés par les utilisateurs.

4-2-1-2 MISSION 2 : CO-CONSTRUCTION DE PISTES D'EVOLUTION DES USAGES

Objectifs :

- Élaborer des scénarios d'optimisation et/ou de réaffectation des espaces.
- Intégrer les contraintes budgétaires, les besoins pédagogiques et les perspectives d'évolution de l'établissement.
- Proposer une stratégie de communication interne autour du projet.

Méthodologie attendue :

- Ateliers de co-construction avec les parties prenantes.
- Analyse comparative des scénarios.
- Hiérarchisation des priorités selon les hypothèses budgétaires et stratégiques

Livrables attendus :

- 1 à 3 scénarios d'aménagement :
 - Scénario 1 : évolution des usages sans travaux.
 - Scénario 2 : évolution des usages avec travaux minimaux.
 - Scénario 3 : évolution des usages avec anticipation sur les innovations pédagogiques.¹
- Plans d'aménagement associés avec planning pour déploiement dans le temps
- Estimation des coûts, définition des tranches fonctionnelles et phasage prévisionnel.
- Proposition de stratégie de communication interne avec les instances (CA, CPS), les associations d'étudiants, les différents groupes (étudiants, enseignants, administration), l'ensemble des usagers et utilisateurs.

4-2-3 TRANCHE OPTIONNELLE - MISSION 3 : ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU SCENARIO RETENU

Objectifs :

- Accompagner la mise en œuvre du scénario retenu
- Faciliter l'adhésion des usagers durant les phases Travaux
- Accompagner le dialogue social des instances (CSA, FSSSCT,...)

Méthodologie attendue :

- Animation de réunions d'information et de concertation.
- Appui à la communication interne.
- Soutien au dialogue social en lien avec les instances représentatives.

Livrables attendus :

- Plan d'accompagnement au changement.
- Supports de communication.
- Comptes-rendus des réunions de concertation.

4-3 PERIMETRE DE LA MISSION

Site principal : 3 quai Panhard-et-Levassor, 75013 Paris.

Site annexe : à intégrer de manière accessoire à l'analyse (projet de rapatriement des doctorants).

Espaces concernés : *salle de cours*, ateliers, salles informatiques, bibliothèque, cafétéria, espaces d'exposition, atelier maquette, espaces extérieurs, accueil du double diplôme, etc.

Publics concernés : étudiants, enseignants, personnels administratifs, personnalités qualifiées du CA

¹ Le scénario 3 pourra prévoir un échelonnement des travaux sur plusieurs années

4-4 GOUVERNANCE DE L'ETUDE

- Précision du processus de validation (instances décisionnelles à identifier).
 - Réunions de validation intermédiaires et finales avec le CPS et le CA (à préciser)
- Réunions de travail régulières avec les parties prenantes.
- Communication continue, y compris hors des instances formelles.

4-5 CONTRAINTES ET EXIGENCES

- Respect de la confidentialité des données.
- Accessibilité des outils de recueil (questionnaires, entretiens).
- Prise en compte des contraintes calendaires (rentrée universitaire).
- Intégration des documents fournis par l'ENSAPVS (plans, plannings, SPSI, etc.).

4-6 PROPRIETE INTELLECTUELLE ET OBLIGATIONS

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine se réserve l'entière propriété intellectuelle des produits issus de la mission. Le candidat s'engage à ne pas divulguer les informations collectées au cours de la mission à l'ENSAPVS. De plus le candidat ne pourra faire l'objet d'un quelconque commerce des présentes informations à postériori.

ARTICLE 5 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, l'ENSAPVS se réserve la possibilité de passer un marché de prestations similaires sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché précédent passé après mise en concurrence.

La mise en concurrence du présent marché a pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouvelles prestations.

Dans l'hypothèse où un tel marché serait passé, la durée pendant laquelle ce nouveau marché pourra être conclu ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 6 : RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires prévus à l'article R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Il est rappelé qu'en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité des prestations prévues par le marché, et que la défaillance du sous-traitant ne peut être invoquée à l'encontre de l'ENSAPVS.

Le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux visés à l'article 8-3 et selon la même fréquence.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 6 : PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

6-1 PRIX

6-1-1 MONNAIE ET TAUX DE TVA

Établissement des prix : Les prix du marché sont établis exclusivement en euros. Ils sont présentés hors taxe sur la valeur ajoutée (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Contractualisation : La contractualisation est faite sur la base des prix HT.

Taux de TVA : Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe, conformément à l'article 269 du Code général des impôts.

6-1-2 FORME DU PRIX

Les prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6-1-3 LE PRIX EST FERME ET DEFINITIF

Les prix sont fermes et définitifs.

7-2 AVANCES

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, aucune avance n'est accordée pour le présent marché.

7-3 ACOMPTES

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le titulaire à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, **hors TVA et TTC**, et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article **29 du CCAG-PI** ;
- En cas de **groupement conjoint**, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de **sous-traitance**, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

- Le cas échéant, les **indemnités, primes ou retenues** autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- Le **numéro d'engagement** du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient **au début de chaque mois** pour les prestations effectuées le mois précédent, **au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission**, en application de l'article **11.5 du CCAG-PI** et conformément aux articles **R.2191-21 et R.2191-22** du Code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier contractuel.

7-4 FACTURATION ELECTRONIQUE

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'ENSAPVS.

Le montant facturé doit porter sur les prestations réellement exécutées et validées à l'issue des opérations de vérification prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- La désignation complète de l'émetteur (adresse, n° de SIRET, n° de TVA) ;
- Le destinataire de la facture (avec adresse de facturation) ;
- **La référence du marché** ; et en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, **le numéro du bon de commande** ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'IBAN et le BIC de l'émetteur ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

La facture doit être accompagnée du bon de livraison et/ou bon d'intervention correspondant à l'objet de la facture comme éléments de constatation du service fait.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Les factures électroniques sont déposées **exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro**.

Référencement Chorus Pro :
Code SIRET n° 180 092 207 00026

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'ENSAPVS peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Il est porté à l'attention des fournisseurs de l'ENSAPVS que l'établissement ferme pour les vacances de Noël et l'été (3^{ème} semaine de juillet jusqu'à la rentrée de septembre). Les factures déposées durant ces périodes ne sont traitées qu'à la rentrée du personnel administratif.

7-5 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

7-6 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le sous-traitant direct du titulaire, accepté par le pouvoir adjudicateur et dont les conditions de paiement ont été agréées, peut bénéficier du paiement direct pour la part du marché qu'il exécute, conformément aux articles L.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

Ce paiement est obligatoire dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8-1 OBLIGATIONS DE MOYENS ET DE RESULTAT

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations du marché conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir au pouvoir adjudicateur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du marché. Sauf stipulation contraire du marché, le titulaire est tenu d'une obligation de résultat quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations du marché.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur avant ou pendant la réalisation des prestations. Le titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais au pouvoir adjudicateur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution du marché telle que, notamment, l'identité de la ou des

personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à désigner un directeur de projet chargé du suivi global de la prestation. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même directeur de projet sauf démission ou suspension du contrat de travail du directeur de projet.

En cas d'indisponibilité temporaire ou permanente du directeur de projet, ou d'un membre de l'équipe dédiée, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au pouvoir adjudicateur sous un délai de cinq (5) jours calendaires. Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement pour assurer la continuité de la mission dans les mêmes conditions de délai et de qualité.

Le titulaire affecte à l'exécution du marché, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Plus généralement, le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites au CCP faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du titulaire pourront être amenés à travailler dans les locaux de l'ENSAPVS. Ils devront dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra le pouvoir adjudicateur, ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du titulaire.

Les intervenants du titulaire pourront participer sur invitation de l'ENSAPVS à des réunions de travail concernant les prestations du marché.

8-2 CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, les parties sont soumises à une obligation de confidentialité.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel, s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute divulgation à des tiers non autorisés. Cette obligation s'applique pendant toute la durée du marché et se poursuit après son expiration.

Une partie ne peut invoquer la confidentialité pour des informations qu'elle a elle-même rendues publiques. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par son personnel, ses préposés et ses éventuels sous-traitants. En cas de manquement, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans indemnité, et sans préjudice des poursuites pénales éventuellement encourues.

En outre, chaque partie s'engage à respecter les obligations qui lui incombent en matière de protection des données à caractère personnel, conformément au Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés. Les données personnelles éventuellement traitées dans le cadre du marché ne peuvent l'être

qu'aux seules fins de son exécution, dans le respect des principes de sécurité, de confidentialité et de minimisation.

Lorsque le titulaire traite des données personnelles pour le compte du pouvoir adjudicateur, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD. Dans ce cas, une annexe spécifique relative à la protection des données pourra être établie.

8-3 ENCADREMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent marché public sont effectués par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L.1221-10, L3243-1 et R3243-3 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les législations sociales relatives à la lutte contre le travail dissimulé (article L. 8222-1 et suivants et articles R. 8222-1 et suivants du code du travail) et à la main d'œuvre étrangère (article L. 8253-1 et suivants et L. 8254-1 et suivants du code du travail).

Le titulaire s'engage à remettre à la date de signature du marché, tous les six mois jusqu'à expiration du marché et à chaque demande, les documents visés aux articles D. 8222-5 et suivants et D. 8254-1 et suivants du code du travail.

Il s'agit de fournir la liste nominative des salariés étrangers employés et qui sont soumis à autorisation de travail (mentionnant la date d'embauche, la nationalité, le type et le n° d'ordre valant autorisation de travail) ainsi que l'attestation de vigilance (attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois).

8-4 OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ENSAPVS les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- son adresse bancaire ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

En cas de défaut d'information, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Dans l'hypothèse où un titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par l'ENSAPVS de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. À défaut, l'ENSAPVS se réserve le droit de résilier le marché public passé avec lui sans indemnisation.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique, il informe sans délai l'ENSAPVS de ce changement de situation. L'ENSAPVS peut alors résilier le marché pour ce motif.

8-5 OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire informera régulièrement le représentant de l'ENSAPVS de l'avancement de la réalisation des prestations.

Le titulaire est tenu, à l'égard de l'ENSAPVS, d'une obligation de conseil, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'ENSAPVS.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet du marché mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'ENSAPVS.

A ce titre, le titulaire s'engage :

- à alerter l'ENSAPVS sur tout événement, imputable à cette dernière ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'ENSAPVS, dont le titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution du marché
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'ENSAPVS ou une personne désignée par l'ENSAPVS afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde le pouvoir adjudicateur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations
- à ne soumettre au pouvoir adjudicateur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCP

L'ENSAPVS s'engage à fournir au titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent marché. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de renseignement à l'égard de l'ENSAPVS, tout au long de l'exécution du marché.

À ce titre, toute erreur, omission, insuffisance ou incohérence dans ses conseils, recommandations, propositions ou mises en garde, ainsi que toute **méconnaissance de cette obligation**, est susceptible d'engager sa responsabilité contractuelle, notamment en cas de préjudice subi par l'ENSAPVS.

Ce préjudice peut inclure, sans s'y limiter, une atteinte à la réputation ou à l'image de l'établissement, une perte de droits exclusifs, ou encore des conséquences financières ou juridiques liées à une mauvaise exécution du marché.

En cas de mise en cause de la responsabilité du titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

8-6 ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire (y compris mandataire et cotraitants) est responsable des dommages que l'exécution ou l'inexécution des prestations peut engendrer à son personnel, aux agents de l'ENSAPVS, à des tiers, à ses biens ou à ceux de l'ENSAPVS.

Il doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité :

- au titre de sa responsabilité civile générale (articles 1240 à 1242 du Code civil),
- et de sa responsabilité civile professionnelle, couvrant les conséquences de toute faute, négligence ou manquement à ses obligations contractuelles.

Le titulaire remet une attestation de son assureur précisant la nature, le montant et la durée des garanties, et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations. Il s'engage à informer sans délai l'ENSAPVS de toute modification de son contrat d'assurance.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurance sont considérés comme des minima et ne sauraient limiter la responsabilité du titulaire, ni être interprétés comme une acceptation par l'ENSAPVS de se substituer à lui financièrement.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations et doivent fournir les mêmes justificatifs.

8-7 CLAUSE DE FORCE MAJEURE

La partie empêchée d'exécuter ses obligations à la suite de la survenance d'un cas de force majeure doit avertir sans tarder l'autre partie de la survenance d'un cas de force majeure par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant sa nature et sa durée prévisible. La même partie doit avertir sans tarder l'autre partie de la cessation de l'empêchement.

ARTICLE 9 : PENALITES

Les pénalités applicables sont celles prévues à l'article 14 du CCAG-PI, dans les conditions et selon le processus prévues par le même article. En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché. Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le fait générateur de la pénalité n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré

9-1 PENALITES DE RETARD

En cas de retard imputable au titulaire dans la réalisation des prestations et des documents, dont les délais sont fixés dans le calendrier prévisionnel proposé par le titulaire validé par l'ENSAPVS au moment du dépôt des offres, le titulaire encourt des pénalités.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

P = le montant de la pénalité

V = a valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = le nombre de jours de retard

9-2 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur

ARTICLE 10 : RESILIATION

10-1 CONDITIONS DE RESILIATION

Le présent article complète le chapitre 7 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, en cas de manquement grave et/ou répété du titulaire aux stipulations du marché, l'ENSAPVS peut procéder, après mise en demeure préalable, à la résiliation aux torts du titulaire. Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

10-2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'ENSAPVS par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'ENSAPVS adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au

titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

10-3 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, l'ENSAPVS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Tel est le cas lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est alors notifiée au titulaire par l'acheteur :

- Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques
- S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire-soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire

La décision de résiliation mentionnera expressément le recours à cette disposition.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire peut également être prise cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Les conditions d'exécution de la décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, dans les cas mentionnés ci-dessus sont les suivantes :

- S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.
- Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient
- L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Le présent article complète l'article 43 du CCAG-PI, qui précise notamment que « *l'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel* ».

En cas de différend, l'ENSAPVS et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 12: DEROGATIONS AU CCAG-PI

L'article 4-3 du présent CCP déroge à l'article 35 du CCAG-PI